

Consommateurs

Le débat sur l'harmonisation des droits se corse

Malgré un consensus entre le Parlement européen et la Commission européenne sur la nécessité d'une « harmonisation totale » mais « ciblée » des droits des consommateurs ⁽¹⁾, beaucoup d'aspects de la future directive doivent à présent être éclaircis par les députés. Ils doivent s'accorder sur les droits qui feront l'objet de cette harmonisation totale à l'échelle de l'Union européenne. Autrement dit, ceux pour lesquels les Etats membres ne pourront maintenir ou adopter de dispositions s'écartant de la directive. Or, au stade actuel des discussions, des divergences subsistent.

Pour rappel la directive à l'examen adapte et renforce quatre directives existantes, qu'elle fond en un seul instrument horizontal. Il s'agit des directives sur : 1. les contrats négociés en dehors des établissements commerciaux, 2. les clauses abusives dans les contrats conclus avec les consommateurs, 3. les contrats à distance et 4. la vente et les garanties des biens de consommation. Elle régleme l'information, la protection contre les retards de livraison et la non-livraison, le délai de réflexion, les réparations, les remplacements et la garantie.

Au Parlement européen, les députés s'orientent vers une harmonisation totale des définitions, mais ils sont divisés sur le droit de rétractation pour les contrats à distance et les contrats hors établissement. S'il faudra attendre le 22 novembre pour connaître la position de l'Assemblée en première lecture, le rapporteur Andreas Schwab (PPE, Allemagne) a déjà rédigé un premier document de travail, résumant le point de vue de la commission du marché intérieur et de la protection des consommateurs (IMCO), en charge du dossier. Selon lui, l'approche doit être nuancée. Il estime que si une approche unique en matière d'information est appropriée pour les contrats de service ou de vente type, elle ne l'est pas pour les contrats spécifiques.

Plus spécifiquement :

- **Chapitre 1 – Définitions et champ d'application** : il considère certaines définitions comme non satisfaisantes d'un point de vue juridique, ajoutant que certaines d'entre elles devraient être reformulées. Il propose par ailleurs de réduire et de simplifier l'article relatif au champ d'application (article 3), admettant qu'une clause de reconnaissance mutuelle ne devrait pas être exclue pour les domaines qui ne sont pas couverts par la proposition.
- **Chapitre 2 – Informations de base à fournir avant la conclusion d'un contrat** : il ne constate pas vraiment de controverse au sein de sa commission, mais reconnaît que la directive influence plus les systèmes juridiques que les mesures communautaires existantes.
- **Chapitre 3 – Droit de rétractation** : il constate une position relativement consensuelle parmi les députés. Toutefois, certains membres de la commission considèrent que certaines spécificités nationales ne peuvent être valablement remplacées.
- **Chapitre 4 – Autres spécifiques aux contrats de vente** (livraison, transfert de risque, garantie légale, défaut de conformité, etc.) : certains députés considèrent que plusieurs spécificités nationales devraient être conservées en matière d'autres droits spécifiques aux contrats de vente. « *Certaines règles nationales ne seraient pas compatibles avec la hiérarchie harmonisée des recours et la durée de responsabilité harmonisée de deux ans à partir de la date de livraison fixés par la proposition* » met-il en exergue.
- **Chapitre 5 - Clauses contractuelles** : il demande une évaluation complémentaire sur l'harmonisation possible de la clause générale sur les clauses abusives et refuse le recours à la comitologie pour les clauses abusives supplémentaires. A ce stade des négociations, il refuse en outre d'harmoniser les listes noires et grises de clauses abusives.

La commissaire Viviane Reding (droits fondamentaux, justice et citoyenneté) s'est jusqu'ici montrée relativement flexible, promettant d'envisager la possibilité d'une harmonisation ciblée là où elle serait pratique et de rester ouverte aux changements. Selon elle, une possibilité pourrait être d'envisager des règles totalement harmonisées pour les contrats à distance et de permettre des règles nationales divergentes pour les contrats en face à face.

LES ENTREPRISES EUROPÉENNES

Dans ce contexte, les organisations patronales - BusinessEurope, l'Union Européenne de l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises (UEAPME) et EuroCommerce - ont adressé le 12 avril une lettre à la commissaire Viviane Reding pour faire valoir leur position. Elles considèrent que l'harmonisation totale est la bonne approche à adopter pour réduire les divergences réglementaires actuelles. Mais si une harmonisation totale n'est pas possible sur certains aspects, elles recommandent alors de s'en tenir à la législation existante.

Dans une récente prise de position (avril 2010), l'UEAPME regrette, quant à elle, que les entreprises soient dépeintes de manière si négative. Plus spécifiquement :

- **Chapitre 1** (définitions) : l'UEAPME critique la définition du « contrat à distance » et du « contrat hors établissements ».
- **Chapitre 2** (informations), l'Union préférerait que les produits du quotidien ne fassent pas l'objet d'une obligation d'information et demande que le type d'information à donner soit réétudié.
- **Chapitre 3**(rétractation) : selon l'UEAPME, ce chapitre n'est pas en accord avec le Small Business Act (SBA) et risque d'entraîner une surcharge pour les PME. Par exemple, elle juge la durée de rétractation de 14 jours beaucoup trop longue.
- **Chapitre 4** : l'UEAPME propose d'amender ce chapitre, afin, entre autre, de le rendre plus flexible sur le champ d'application et la livraison suite à la conclusion d'un contrat de vente.

LES CONSOMMATEURS

Enfin, le Bureau européen des unions de consommateurs (BEUC) ne juge l'harmonisation totale adaptée que pour les questions transversales et techniques. Les définitions (**chapitre 1**) et le droit de rétractation (**chapitre 3**) - à condition d'améliorer certaines dispositions - pourraient faire l'objet d'une harmonisation totale. En ce qui concerne les questions étroitement liées aux lois nationales de droit civil, telles que les clauses abusives (**chapitre 5**) ou le régime des garanties légales (**chapitre 4**), la révision communautaire devrait se fonder sur une harmonisation minimale.

Document de travail et position mise à jour de l'UEAPME : www.europolitique.info > recherche = 270533

Marc Jamet, Euralia
[Marc.Jamet@euralia.eu]
mardi 20 avril 2010